

Laïcité, discriminations, racisme

Françoise Lantheaume, Sébastien Urbanski (dir.)

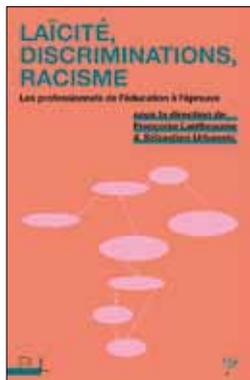
PUL, septembre 2023
336 pages, 25 €

Le sous-titre de cet ouvrage collectif, «Les professionnels de l'éducation à l'épreuve», indique la double intention du livre. Il s'agit d'identifier dans des situations réelles les «*épreuves professionnelles*», mais aussi sociales, en rapport avec la laïcité, les discriminations, le racisme, et de donner la parole aux enquêtés pour que s'exposent les discours dans lesquels ils disent la «*justification*» de leurs pratiques. Les seize contributions du livre permettent d'interroger les «*variations locales*» (partie II), de monter en généralité en interrogeant les catégories interprétatives mobilisées (partie I) et de valoriser la «*culture du métier*» dans l'élaboration des réponses des professeures et professeurs (partie III). Le dernier chapitre est consacré à l'enseignement privé sous contrat.

L'ouvrage rend compte des résultats de l'enquête «Religions, discriminations, racisme en milieu scolaire» (Redisco). Ce travail, qui a duré cinq ans, a porté sur cent-un établissements du second degré publics et privés confessionnels sous contrat. Il a donné lieu à neuf-cent-soixante-six entretiens. Par ailleurs l'enquête a été élargie à la Réunion, à la Suisse et au Brésil.

Ainsi l'ouvrage permet une prise de distance par rapport aux errances du débat public. Comme le notent dans l'introduction les auteurs, on peut ainsi expliciter comment les «*ressources argumentatives*» des uns et des autres («*républicaines*», «*libérales*», voire «*communautariennes*») constituent à la fois des ressources et/ou des obstacles au travail.

Cette attention aux situations d'épreuve problématiques permet d'interroger les pratiques professionnelles, prises souvent entre



compromis et tensions. Est ainsi élaboré le souci de «*refroidir les situations susceptibles d'engendrer les conflits*», en évitant les «*accommodements*» qui pourraient être nuisibles. Cette notion de «*refroidissement*» est plusieurs fois reprise. Elle est rapportée à des descriptions précises de situations où l'enseignant est pris dans des injonctions du ministère de l'Éducation nationale, parfois envisagées par lui comme contradictoires : par exemple dans la lutte contre la radicalisation, pour permettre de «*refroidir les suspicions*» liées à des caractérisations difficiles.

L'attention fine de l'enquête permet de montrer une réalité où, si la question de laïcité est centrale, les problématiques du racisme et surtout des discriminations restent l'objet de «*timidité*» dans leurs repérages et leurs qualifications.

D. B.



Histoire juive de la France

Sylvie Anne Goldberg (dir.)

Albin Michel, octobre 2023
1088 pages, 49,90 €

Voici un triple événement/avènement, d'histoire et même d'actualité, au regard de la flambée d'actes antisémites dans l'Hexagone. Saluons donc d'emblée ce volume imposant par son ampleur, ses illustrations et sa démarche – cent-cinquante auteurs venus de tous pays et disciplines, dont Nicole Savy. Ce projet, à la fois multiscalaire, car cette *Histoire juive de la France* s'inscrit à toutes les échelles, et pluritemporel, mêle avec bonheur focus sur telle période et approche sur le temps long, ce qui n'est pas inattendu de la part de l'autrice spécialiste entre autres de l'écriture et de la transmission du passé.

Ce collectif est aussi original dans sa conception, qui préfère une histoire juive de l'Hexagone à celle des juifs en France. Ainsi, le choix privilégie la dynamique sur le bilan. De fait, cette encyclopédie

pose des questions sur les migrations, avec des conversions et des réactions, sur les expulsions, comme celle décidée par Charles VI en 1394, sur les exterminations, mais encore sur ces traces laissées dans notre patrimoine qui vont des «*rues aux Juifs*» aux stéréotypes, y compris sur ces «*juifs virtuels*» [sic] devenus absents mais fantasmés. Le livre suit aussi ces insertions dans les territoires d'accueil, d'abord avec le moment révolutionnaire de 1791, qui tend à dépasser l'identité religieuse pour un universalisme civique, puis avec l'émancipation d'une altérité communautaire qui va jusqu'à cet israélitisme incarné par les juifs de la République, dont la judéité est largement réservée à l'intimité.

Cependant, ces mutations s'accompagnent de formes de rejet, singulièrement avec l'affaire Dreyfus, qui a permis à la jeune LDH de revendiquer, dans son premier manifeste du 10 juillet 1898, que «*le condamné [Alfred Dreyfus] de 1894 n'est pas plus juif à nos yeux que tout autre, à sa place, ne serait catholique, protestant ou philosophe. Nous ne voyons en lui qu'un citoyen dont les droits sont les nôtres*». Les pogroms, la Shoah et leurs ombres plus ou moins portées aboutissent, un demi-siècle plus tard, à des non-dits mémoriels comme à des affirmations, en l'occurrence par de jeunes générations. Ces identités retrouvées, reconstruites ou simplement forgées se doublent, peu ou prou, de marques d'attachement à l'État d'Israël, avec, aujourd'hui – même si l'ensemble s'arrête à la fin du XX^e siècle –, un grand sentiment de solitude. Un attachement qui n'empêche pas les critiques et même les condamnations des politiques israéliennes, d'autrefois et plus encore d'aujourd'hui.

**Emmanuel Naquet,
coresponsable du groupe
de travail LDH «Mémoires,
histoire, archives»**